



DELIBERATION n° 38 - 2016
En date du 27 Septembre 2016

Remboursement suite à une erreur administrative

Le Conseil Municipal de la commune de Saint-Just-le-Martel s'est réuni en Mairie le 27 Septembre 2016 à 20H00 selon convocation en date du 20 Septembre 2016 sous la présidence du Maire Monsieur Joël GARESTIER, Mme Patricia DUVAL étant désignée secrétaire de séance.

Sont présents : M. GARESTIER Joël, Maire de Saint Just le Martel.

Mrs HENRY Philippe, GARCIA Jean-Luc, Mmes MANDET Mauricette, JANICOT Marie Claude, AUPETIT- BERTHELEMOT Christelle, Adjoint.

Mmes TOUCAS Hélène, De PAIVA Régine, BASSALER Virginie, DUVAL Patricia, SANCHEZ Marie Hélène, THIBEAUT-GUILLON Claude Conseillères Municipales

Mrs VANDENBROUCKE Gérard, PAYRAT Patrice, GLANDUS Bernard, MORELON Alain, PEAUDECERF Sébastien, GAILLARD André, PAGE Stéphane Conseillers Municipaux.

Absents ayant donné procuration :

Mme CARRILLO Martine pouvoir à Mme AUPETIT-BERTHELEMOT

Mme Anne-Sophie DUBREUIL pouvoir à Mr GAILLARD André.

- **Absents excusés :** Mme LACORRE Séverine, Mr VERGER Manuel

Nombre de membres en exercice	23
Nombre de membres présents	19
Nombre de suffrages exprimés	21
Votes pour	21
Vote contre	0
Abstentions	0

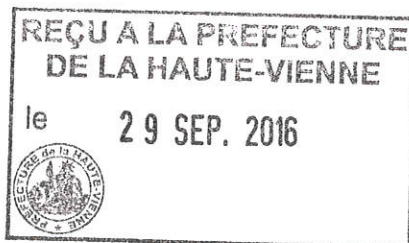
M. le Maire informe le Conseil Municipal qu'un habitant de la commune a été victime d'une impossibilité à se rendre à l'étranger à la suite d'une mégarde administrative. Cette personne s'est trouvée bloquée car sa carte d'identité, normalement valable pour 5 ans supplémentaires selon le décret 2013.1188 du 18 Décembre 2013, avait été établie alors qu'il était mineur. En conséquence, la validité ne pouvait être prolongée de 5 ans.

Ce manque d'information a occasionné la perte d'un séjour d'une valeur de 800 Euros environ.

Sur proposition du Maire et à l'unanimité le conseil municipal décide de :

- Autoriser exceptionnellement le Maire à dédommager cette personne à hauteur de 50% du prix du séjour, si l'assurance de la commune ne prend pas en charge ce préjudice.

- A inscrire la dépense au budget.



Fait et délibéré en séance,
À Saint-Just-le-Martel
Le 27 Septembre 2016

Le Maire,

Joël GARESTIER

Mr le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif des de Limoges dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'état.

Publié le

Transmis en préfecture le